DIRECTORATE OF POLITICAL AFFAIRS AND EXTERNAL RELATIONS
NORTH-SOUTH CENTRE OF THE COUNCIL OF EUROPE

NORTH-SOUTH CENTRE
CENTRE NORD-SUD

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

# Droits humains, environnement et crimes économiques : La jeunesse au premier plan

**16-17 octobre 2023**
Centre ismaélien, Lisbonne, Portugal

La protection des droits humains et de l'environnement sont interdépendants et intimement liés. Les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe, dans la déclaration de Reykjavik ([1] ), ont clairement affirmé que la pleine jouissance du droit à un environnement propre, sain et durable est fondamentale pour permettre aux générations actuelles et futures de vivre dans la dignité et le bien-être.

La dégradation progressive de l'environnement est une menace mondiale qui nécessite une approche urgente et coordonnée de la part de tous les acteurs concernés. La lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui fournit un plan directeur commun pour la paix, la prospérité et la planète, ainsi que de sa conférence annuelle sur le changement climatique.

Le Conseil de l'Europe participe aux efforts internationaux visant à relever d'urgence ces défis et le sommet de Reykjavik a souligné la nécessité de déployer des efforts supplémentaires pour protéger l'environnement et contrer l'impact de la pollution, du changement climatique et de la perte de biodiversité sur les droits humains, l'État de droit et la démocratie.

L'impact de la corruption sur nos sociétés, y compris sur les droits humains, est reconnu au niveau international. Il est indéniable que diverses formes d'activités criminelles, notamment la criminalité économique et la corruption, ont un impact négatif sur la protection de l'environnement, tant au niveau de l'élaboration des politiques que de leur mise en œuvre. C'est pourquoi les acteurs nationaux et internationaux concentrent de plus en plus leurs travaux sur l'identification des liens entre la criminalité économique en général et la corruption en particulier, et l'impact négatif sur la protection de l'environnement.

Le Conseil de l'Europe, dans le cadre de son rôle de pionnier dans l'élaboration de normes visant à relever les défis mondiaux, a pris plusieurs initiatives dans ce domaine, y compris des mesures telles que l'élaboration d'une nouvelle convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal. De même, et compte tenu de l'impact de la criminalité environnementale sur nos sociétés, la Commission européenne (CE) a adopté en décembre 2021 une proposition de nouvelle directive sur la criminalité environnementale (DCE) qui contribuerait au Pacte vert pour l'Europe en renforçant la protection de l'environnement par le droit pénal.

Grâce à son approche multidisciplinaire consistant à établir des normes et des standards, à contrôler le respect de ces normes[2] et à proposer des initiatives de renforcement des capacités, le Conseil de l'Europe a aidé les États membres, mais aussi les États non membres, à élaborer des politiques, des législations et des procédures opérationnelles dans le cadre de la lutte contre la criminalité économique, y compris des projets consacrés au renforcement de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent en réponse à la criminalité environnementale. [3]

[1] https://www.coe.int/en/web/portal/fourth-council-of-europe-summit
[2] Grâce aux travaux du Groupe d'États contre la corruption (GRECO).
[3] Composante spécifique du projet régional du mécanisme horizontal (HFIII) dans les Balkans occidentaux

## LES JEUNES EN PREMIERE LIGNE

Depuis 2018, le monde a été témoin de fortes mobilisations de jeunes qui font part de leurs préoccupations et agissent pour la justice climatique. Les jeunes se sont révélés être une force motrice pour influencer, défendre et exiger un comportement climatique responsable, une justice climatique et un engagement politique plus fort à tous les niveaux. Ils jouent également un rôle important en contribuant à la bonne gouvernance et à la durabilité dans le monde entier, car ils sont les mieux placés pour influencer leurs pairs et faire évoluer les attitudes et les comportements.

Selon les données disponibles, outre le changement climatique, la corruption est l'une des principales préoccupations des jeunes[4]. Les jeunes sont particulièrement vulnérables à la corruption. Selon l'Eurobaromètre spécial sur la corruption 2022 de la Commission européenne, 22 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans reconnaissent qu'ils sont personnellement touchés par la corruption, 35 % d'entre eux estimant qu'il est acceptable de donner des faveurs, 34 % des cadeaux et 25 % de l'argent. Au niveau mondial, des enquêtes antérieures ont révélé des préoccupations similaires avec, par exemple, 30 % des jeunes ayant accepté un pot-de-vin[5] .

Toutefois, les enquêtes sur la perception de la corruption par les jeunes ne montrent pas clairement dans quelle mesure les jeunes sont conscients de l'impact de la criminalité économique et de la corruption sur l'environnement, ni dans quelle mesure les jeunes luttent contre la corruption et les pots-de-vin dans le cadre de leurs efforts de lutte contre le changement climatique.

## LE FORUM DE LISBONNE - UNE PLATEFORME INTERREGIONALE

Depuis 1994, le Forum de Lisbonne du Centre Nord-Sud est un événement annuel majeur qui offre une plateforme d'échange interrégional entre les représentants des gouvernements, des parlements, des autorités régionales et locales et de la société civile - le *quadrilogue* - sur le rôle global du Conseil de l'Europe dans les domaines des droits humains, de la démocratie et de l'Etat de droit. Conformément au mandat du Centre Nord-Sud, le Forum a une vocation mondiale, en mettant l'accent sur le Sud de la Méditerranée et l'Afrique.

S'appuyant sur les priorités du Conseil de l'Europe définies lors du sommet de Reykjavik, le Forum 2023 se concentrera sur les liens entre la criminalité économique, la corruption et l'environnement, en mettant l'accent sur le rôle que jouent les jeunes en tant qu'agents de changement dans la lutte contre la corruption pour la protection de l'environnement.

La 29ème édition du Forum sera un événement marquant qui s'inscrit dans la nouvelle stratégie du Conseil de l'Europe visant à renforcer les liens entre sa politique de voisinage avec le Sud de la Méditerranée et le Centre Nord-Sud, en tirant pleinement parti de la valeur ajoutée de ces deux entités. Ce dernier contribuera par son approche géographique large et apportera son expertise de longue date sur le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunesse dans les régions voisines du Conseil de l'Europe afin d'assurer l'appropriation des réformes démocratiques par les jeunes du Sud de la Méditerranée.

## FORMAT ET PARTICIPANTS

Le Forum est un événement interrégional qui rassemble des représentants des gouvernements nationaux, des parlements, des autorités locales et régionales et de la société civile, ainsi que des organisations de jeunesse, des universités, des fondations et des médias.

## LANGUES

Les langues de travail de cet événement seront l'**anglais, le français et l'arabe.**

[4] https://widgets.weforum.org/partnering-against-corruption-initiative/index.html

[5] Selon le Baromètre mondial 2013 de Transparency International, disponible a Baromètre mondial de la corruption - Transparency.org

Cet événement est organisé dans le cadre du projet « Tous informés, tous concernés » du Centre Nord-Sud avec le soutien du programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe « Protéger les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie par des normes partagées dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud V), co-financé par les deux organisations et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe.

Cofinancé par l'Union européenne
UNION EUROPÉENNE
COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE
Cofinancé et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe